



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES  
INSTALLATIONS CLASSÉES

475/jpr/jw

**Arrêté du 13 février 2026**

**portant mise en demeure à la société HOLCIM Haut-Rhin pour son site  
situé 1 route de Thann à ALTKIRCH (68130)  
de respecter les émergences autorisées en zone réglementée en période nocturne**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L. 171-8,

VU l'arrêté du 1er août 2024 portant prescriptions complémentaires à la société HOLCIM Haut-Rhin pour ses installations de production de ciment situées à Altkirch (68),

VU l'arrêté préfectoral du 13 février 2020 réglementant les activités de fabrication de ciment et de co-incinération de déchets de la société HOLCIM Haut-Rhin située 1 route de Thann à ALTKIRCH,

VU le rapport de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées relevant les constats effectués lors de la visite du 77 janvier 2026,

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé,

Considérant que l'article 64.1 de l'arrêté modifié du 13 février 2020 susvisé fixe des émergences admissibles en périodes diurne et nocturne en zones à émergence réglementée ; qu'il a été constaté lors de la dernière campagne de mesure réalisée du 3 au 4 février 2025 (mesure du bruit résiduel) et du 28 au 30 avril 2025 (mesure du bruit ambiant) que ces émergences sont dépassées en période nocturne au niveau des trois points de mesure situés en zone à émergence réglementée définis par l'arrêté du 13 février 2020 modifié,

Considérant les termes de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement :

*« I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met la personne à laquelle incombe l'obligation de s'y satisfaire, dans un délai qu'elle détermine. »,*

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

**ARRÊTE**

**Article 1er :** la société HOLCIM Haut-Rhin, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 2 rue des Gravières 68300 Saint Louis, est mise en demeure de respecter les prescriptions reprises aux articles suivants, pour ses installations situées 1 route de Thann à ALTKIRCH (68130), dans les délais précisés aux articles suivants.

**Article 2 :** l'exploitant se conforme, dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté, aux dispositions de l'article 64.1 de l'arrêté modifié du 13 février 2020 susvisé. Celles-ci sont les suivantes :

*« Les émissions sonores provoquées par le fonctionnement de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où elle est réglementée :*

<i>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</i>	<i>Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés</i>	<i>Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés</i>
<i>supérieur à 45 dB (A)</i>	<i>5 dB (A)</i>	<i>3 dB (A)</i>

[...]

*Au-delà d'une distance de 50 m des limites de propriété, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée. Les points de mesure des zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté ainsi que les points de mesure en limite de site mentionnés à l'article suivant, le 64.2. Ces emplacements pourront être complétés sur demande du service d'inspection ».*

**Article 3 :** faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

**Article 4 :** la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

**Article 5 :** le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 13 février 2026

le préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

**SIGNÉ**

Augustin CELLARD